

Bulletin d'histoire politique

La Révolution tranquille: les ombres dans le tableau

Hubert Guindon



Volume 3, numéro 1, automne 1994

Les intellectuels et la politique dans le Québec contemporain. Actes du colloque du 20 mai 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063447ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063447ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Guindon, H. (1994). La Révolution tranquille: les ombres dans le tableau. *Bulletin d'histoire politique*, 3(1), 41–44. <https://doi.org/10.7202/1063447ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LA RÉVOLUTION TRANQUILLE:
LES OMBRES DANS LE TABLEAU

Hubert Guindon

Université Concordia

Dans son sens étroit l'histoire politique se résume aux institutions politiques et aux événements qui ont marqué les rapports des partis politiques avec le gouvernement et l'électorat. Dans son sens large, l'histoire politique implique une analyse des relations entre l'État et la société à une époque déterminée. C'est dans cette deuxième perspective que je ferai mes commentaires.

On comprendra difficilement le Québec des années soixante sans se référer à la décennie précédente. La périodisation dans l'histoire d'un peuple est toujours un peu arbitraire et dans cet arbitraire il y a toujours ce que Everett Hughes appelait la mise en cause du «passé imparfait», c'est à dire du passé récent. Les dissidents québécois francophones de cette décennie ont fait le procès de la société québécoise en s'appropriant l'image que les publicistes et les historiens anglophones du Canada anglais avaient construit pour s'expliquer la situation particulière des Québécois: leur sous-développement économique, les obstacles à la démocratie au Québec, la revanche des berceaux, leur culture traditionnelle archaïque. Cette image provenant des autres expliquait le manque de rationalité économique dans les entreprises francophones, le plafonnement des cadres dans les grandes entreprises causé par leur réticence à se déplacer hors Québec, le régime rétrograde et corrompu de Duplessis. En d'autres termes, leur attachement bête à leurs valeurs traditionnelles constituait l'obstacle principal à leur modernisation, à leur développement économique et l'institution fondamentalement responsable de cet état déplorable c'était l'Église catholique. L'État, en autant que ce mot désignait le gouvernement central, loin d'être en cause chez les dissidents, était le véhicule de la modernité en matière de politique économique et de politique sociale.

Cette image de leur société véhiculée par les dissidents des années cinquante, bien que désuète maintenant chez les Québécois, y inclus chez

ceux qui l'ont véhiculé à l'époque, est encore bien vivante au Canada anglais. Y souscrivent encore le milieu académique et scolaire anglophone au Canada anglais non seulement hors-Québec, mais dans les universités anglophones du Québec. C'est une culture politique anti-québécoise qui est transmise aux nouveaux immigrants. Elle est dominante dans tous les partis politiques canadiens. Même la gauche académique anglophone de Toronto, dans sa hantise anti-américaine, pour contrecarrer le danger aux institutions «nationales canadiennes-anglaises» créé par la brèche ouverte par les traités de libre-échange, ont adopté une posture anti-québécoise et refusent depuis tout assouplissement constitutionnel. Serge Denis, dans son livre *Le Long Malentendu*, en fait une démonstration convaincante.

Évidemment, au centre de ce manque de clairvoyance, d'intelligence, d'entreprise, se situait, dans l'optique du temps, l'arrogance de l'Église. Ce que personne ne réalisait durant les années cinquante, c'est le fossé géant qui se creusait silencieusement mais avec quelle vitesse entre les discours officiels et le vécu des gens. Dès le début des années soixante, le taux de natalité des Québécois devient le plus bas de toutes les provinces canadiennes. À peine cinq ans plus tard, on assiste à un exode massif des rangs du clergé séculier et des communautés religieuses. Les Québécois désertent la pratique religieuse et n'y mettent les pieds depuis que pour les grands «rites de passage»: au baptême pour la majorité, au mariage pour plusieurs, à la mort pour tous. De pair avec l'exode du clergé, la décroissance des institutions et de la pratique religieuses se produit la croissance vertigineuse des institutions publiques et parapubliques financées par l'État. C'est cette croissance fébrile que l'on a qualifié de révolution tranquille. Cette croissance se financera autant par l'emprunt que par les taxes. En définitive c'est le refus obstiné de Duplessis de recourir à la dette publique qui lui a valu, dans les milieux bien pensants des années cinquante, le qualificatif de réactionnaire, même chez les économistes. Le phénomène politique majeur dans la première moitié des années soixante est donc nettement la sécularisation de la société québécoise. Ce fut une conséquence inattendue, tant des politiciens que des hommes d'Église.

La deuxième moitié de la décennie a été dominée également par un phénomène inattendu: la mise en cause de l'encadrement politique du peuple québécois. Hannah Arendt, bien qu'elle ne pensait évidemment pas à la situation du Québec, fait l'observation suivante:

Of all forms of government and organizations of people, the nation-state is least suited for unlimited growth because the genuine consent at the base cannot be stretched indefinitely and, and is only rarely, and with difficulty, won from conquered peoples¹.

Elle enchaîne ensuite, dans une note en bas de page², avec un passage du livre de Harold Nicholson³ à propos de la politique britannique en Égypte et je le cite:

The justification of our presence in Egypt remains based, not on the defensible rights of conquest, or on force, but upon our own belief in the element of consent. That element did not in any articulate form exist. It was dramatically challenged by the Egyptian outburst of March 1919.

Ce qui s'est vraiment passé, politiquement, dans la décennie des années soixante, c'est qu'après avoir massivement quitté l'univers symbolique que représentait la foi catholique d'alors, on a ensuite retiré le «consentement» qui n'avait d'ailleurs jamais été sollicité au moment de la Confédération. Capable de briser avec un univers symbolique séculaire, il y va presque de soi qu'il ne serait pas difficile de jeter par dessus bord l'imaginaire politique des «Autres». Au rêve de l'unité nationale s'est dressé le rêve de l'indépendance nationale.

Les anglophones du Québec et les immigrants qu'ils assimilent n'entendent pas laisser tomber le rêve de l'unité nationale. Ils se sont accrochés depuis à l'espoir et à la croyance que le consentement des Canadiens français, comme on s'appelait alors, était acquis. Au début les «séparatistes» faisaient partie de ce que les éditorialistes anglophones appelaient le «lunatic fringe». Lorsqu'il devint évident que le rêve de l'indépendance nationale s'enracinait chez un pourcentage grandissant de Québécois, on se mit à les sermonner: «you'll be sorry», convaincu comme ils le sont encore que c'est le marasme économique qui nous attend inévitablement dans un Québec souverain. Et depuis l'échec de Chalottetown on nous le promet s'il n'arrive pas spontanément.

Maintenant que la moitié des francophones québécois y sont acquis, les anglophones, les yeux rivés sur les sondages, s'attachent à leur conviction dont Nicholson parle, à savoir que le consentement y est. Ce qui est paradoxal et inquiétant, c'est que les anglophones défenseurs du Canada — unis comme les francophones indépendantistes — s'acharnent au cinquante pour cent plus un comme fondement d'un régime constitutionnel.

La révolution tranquille a toujours été célébrée comme la belle époque. Les gens de ma génération l'ont perçue comme une libération, comme l'entrée définitive dans la modernité: qu'il s'agisse de l'accès à l'éducation, l'assurance-santé, à l'État-providence, à la vie bourgeoise. C'est une époque qui promettait l'épanouissement personnel et la promotion sociale pour presque tous. Et ce fut vrai pour un petit bout de temps. Dix ans plus tard, comme l'illustre bien le livre de Marc Lesage⁴, *Les vagabonds du rêve* vivent

au contraire la précarité dans l'emploi comme dans les relations amoureuses sans espoir d'atteindre le rêve qu'ils entrevoyaient et auquel ils s'attendaient. Dans un désert spirituel, depuis que le rêve de la révolution socialiste s'est effondré, la jeunesse est même privée du rêve qui soutenait leurs arrière-grands-parents dans leur misère et que leur aurait légué leur religion traditionnelle abandonnée : l'espoir du bonheur éternel.

Le rêve de l'indépendance nationale qui tarde, qui tarde et qui tarde est également un héritage de la révolution tranquille. La modernisation du mouvement national l'a transformé en entrepreneurship politique. Sa stratégie consiste en du marketing au lieu de la mobilisation politique. Le premier se fait à tous les quatre ou cinq ans; le second se doit d'être continu et ce n'est pas le folklore de la Société Saint-Jean-Baptiste qui fait le poids. Hannah Arendt dit bien qu'en définitive les minorités nationales n'ont d'autres issues que l'accession au statut d'État-Nation ou l'assimilation.

Vu à distance, ces ombres à peine percues dans le tableau de la révolution tranquille sont devenues les sombres nuages de notre horizon politique d'aujourd'hui.

Notes

1. Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, p. 126.
2. *Ibid.*, p. 126, note 7.
3. Harold Nicholson, *Curzon: The Last phase 1919-1925*. Boston-New York, 1934.
4. Marc Lesage, *Les vagabonds du rêve*, Boréal, Montréal, 1986.